



UNIVERSITÉ
LAVAL

Chaire de recherche et d'innovation Goldcorp
en droit des ressources naturelles et de l'énergie

La transparence des industries extractives en Afrique

13 et 14 juin 2019

Carré des affaires FSA Uval-Banque Nationale, salle Power Corporation du Canada
(3452), pavillon La Laurentienne, 1030 av. du Séminaire, Université Laval, Québec
(Québec) Canada

Formation continue des avocats et des notaires

Les avocats et les notaires présents recevront une attestation de participation de 7,75 heures.

Si vous êtes un avocat, vous pourrez ajouter cette attestation à votre dossier de formation. Il est de votre responsabilité de valider que cette activité est admissible selon les critères prévus au Règlement sur la formation continue obligatoire des avocats.

En collaboration avec l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)



Programme

La notion de transparence en droit des ressources naturelles et l'énergie en Afrique, s'inscrit dans un double contexte de développement durable et de mutations induites par le développement des industries extractives. Le concept de transparence tel que perçu en contexte d'exploitation des ressources naturelles et énergétiques en Afrique est fort peu documenté et analysé. En dépit des efforts de transparence qu'on observe dans certains pays africains riches en ressources naturelles et énergétiques, les mesures de transparence dans le secteur des industries extractives restent encore mal connues. L'opacité qui a par le passé caractérisé ce secteur n'a pas encore complètement disparu aujourd'hui.

C'est dans cette perspective que ce colloque réunit des experts de renommée internationale autour d'une réflexion interdisciplinaire et comparée sur les divers moyens pouvant être mobilisés sur cette question. Elle pose indirectement la question du développement du continent qui dépend en grande partie des revenus générés par une exploitation durable des gisements et réserves de ressources naturelles extractives dont regorge le continent.



UNIVERSITÉ
LAVAL

Chaire de recherche et d'innovation Goldcorp
en droit des ressources naturelles et de l'énergie

13 juin 2019

8h30 Accueil

9 h 00 **Mot de bienvenue**

Marie-Ève Arbour, Vice-doyenne aux études supérieures et à la recherche de la Faculté de droit de l'Université Laval

9 h 15

Conférencier d'honneur

Monsieur Jean-Pierre Ndoutoum, Directeur de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD)

PANEL 1 – Les initiatives internationales, régionales et nationales de transparence des industries extractives

9 h 45 – 10 h 45

Sous la présidence de **Paule Halley**, professeure, Faculté de droit, Université Laval, Titulaire de la Chaire de Recherche du Canada en Droit de l'environnement

Jean-Claude Ngnintedem, HDR de Droit Privé et Sciences Criminelles de l'Université de Nantes (France) et Maître de Conférences à l'Université de Ngaoundéré (Cameroun)
La transparence dans les nouvelles législations minières des pays de la CEMAC: entre idéologie et rhétorique

Joseph Keutcheu, Agrégé de science politique, Maître de conférences, Coordonnateur du Laboratoire d'Analyses Politiques, Stratégiques et Sociales (LAPOSSOC) à l'Université de Dschang
La transparence minière sur scène au Cameroun: entre dynamique internationale et mise en œuvre nationale en clair-obscur



UNIVERSITÉ
LAVAL

Chaire de recherche et d'innovation Goldcorp
en droit des ressources naturelles et de l'énergie

10 h 45 **Pause-café**

PANEL 2 – La transparence des processus d'exploitation minière et énergétique en Afrique

11 h 00 – 12 h00

Sous la présidence de **Paule Halley**, professeure, Faculté de droit, Université Laval,
Titulaire de la Chaire de Recherche du Canada en Droit de l'environnement

Moustapha Ngaido, Maître de Conférences, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar¹, Laboratoire d'Études et de Recherche en Politiques, Droit de l'Environnement et de la Santé (LERPDES)

La transparence dans l'industrie extractive au Sénégal : le cas du secteur pétrolier

Maturin Petsoko, Enseignant-chercheur (Chargé de Cours), Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Yaoundé II (Cameroun)

L'exigence de transparence dans la chaîne de valeur des industries extractives au Cameroun : bilan et perspectives

12 h 00 **Diner**



UNIVERSITÉ
LAVAL

Chaire de recherche et d'innovation Goldcorp
en droit des ressources naturelles et de l'énergie

PANEL 3 – La transparence des contrats dans les industries extractives en Afrique

Sous la présidence de **Pierre Issalys**, professeur à la Faculté de droit de l'Université Laval

13 h 30 – 14 h 30

Gilles Lhuillier, Agrégé des facultés de droit, professeur de droit privé à l'École Normale Supérieure de Rennes, Président de la Société Internationale de Droit Extractif
Les « Revues critiques » de contrats extractifs comme outils de transparence. (Le cas du Sénégal)

Karounga Diawara, professeur titulaire à la faculté de droit de l'Université Laval et codirecteur du Centre de recherche en droit économique (CEDE)
Le cadre juridique du contrat de partage de production : l'exemple des hydrocarbures au Sénégal

14 h 30 **Pause-café**



UNIVERSITÉ
LAVAL

Chaire de recherche et d'innovation Goldcorp
en droit des ressources naturelles et de l'énergie

PANEL 4 – La transparence et le contentieux des industries extractives en Afrique

Sous la présidence de **Pierre Issalys**, professeur à la Faculté de droit de l'Université Laval

14 h 45 – 15 h 45

Achille Ngwanza, Membre de la Cour Internationale d'Arbitrage de la Chambre de Commerce International de Paris et chercheur associé à la Fondation Maison des Sciences de l'Homme de Paris

La transparence dans l'arbitrage en matière extractive

Mahamat A. D. Atteib, Doctorant en droit, Assistant d'enseignements et de recherches à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, Président de la Commission scientifique du Groupe de Réflexion et d'Appui au Secteur Extractif (Sénégal)

L'exigence de transparence dans le contentieux des conventions minières des États africains en transition démocratique : Étude de cas de la Guinée

15 h 45 **Fin de la première journée**



UNIVERSITÉ
LAVAL

Chaire de recherche et d'innovation Goldcorp
en droit des ressources naturelles et de l'énergie

14 juin 2019

9 h 00

Conférencier d'honneur

L'honorable Aziz Rabbah, Ministre marocain de l'Énergie, des Mines et du Développement durable

PANEL 5 – La transparence structurelle des industries extractives en Afrique

9 h 30 – 10 h 30

Sous la présidence de **Ndeye Dieynaba Ndiaye**, Membre du Centre interdisciplinaire de recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient (CIRAM)

Christophe Krolik, Professeur, Titulaire de la Chaire de recherche et d'innovation Goldcorp en droit des ressources naturelles et de l'énergie, **Marie Tanchon**, Professionnelle de recherche à la Chaire de recherche et d'innovation Goldcorp en droit des ressources naturelles et de l'énergie

La lutte contre la corruption des agents publics étrangers en droit canadien

Lamine Himbe

Transparence et conflits armés

10 h 30 **Pause-café**



UNIVERSITÉ
LAVAL

Chaire de recherche et d'innovation Goldcorp
en droit des ressources naturelles et de l'énergie

PANEL 6 – La transparence extra-financière des industries extractives en Afrique

Sous la présidence de **Ndeye Dieynaba Ndiaye**, membre du Centre interdisciplinaire de recherche sur l'Afrique et le Moyen-Orient (CIRAM)

10 h 45 – 12 h 00

Wahid Ferchichi, Professeur de Droit public à l'Université de Carthage, faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, Ancien membre de la Commission nationale d'investigation sur la corruption et la malversation

Droit des populations locales et industries extractives : des sit-in d'El Kamour à la fermeture de Pertofac-Tunisie

Guy Marcel Nono, Doctorant à la Faculté de droit de l'Université Laval

La transparence comme principe du droit régional africain: une garantie juridique pour la réalisation du développement durable de l'Afrique

Ivan Tchotourian, Professeur, Faculté de droit, Université Laval, Codirecteur du Centre d'études en droit économique (CÉDÉ)

Sujet à déterminer

12 h 00 **Mots de synthèse du colloque**

Charles Moumouni, Avocat, Professeur titulaire Département d'information et de communication, Université Laval - Coprésident de l'Institut panafricain de la gouvernance économique et financière (IPAGEF)

12 h 30 **Fin du colloque**



UNIVERSITÉ
LAVAL

Chaire de recherche et d'innovation Goldcorp
en droit des ressources naturelles et de l'énergie